



Les officiels camerounais ont annoncé le 7 novembre la libération de 80 des 82 personnes - des élèves en grande majorité enlevées dans une école de Bamenda.

L'identité des ravisseurs et les circonstances exactes de leur libération restent entourées de parts d'ombre. Les 79 élèves du collège presbytérien de Nkwen à Bamenda (région du Nord-Ouest) et un membre de leur encadrement ont été libérés le 7 novembre, après quarante-huit heures de captivité. Ils ont été retrouvés à Bafut, à une vingtaine de kilomètres de Bamenda.

Selon le gouverneur de la région du Nord-Ouest, Adolphe Lele L'Afrique, « tous les enfants ont été libérés. Un des trois responsables retenus avec eux a également été libéré. Mais les deux autres encadreurs sont toujours retenus. » Joint par Jeune Afrique à l'annonce de leur libération, le modérateur de l'église presbytérienne du Cameroun, Samuel Fonki, a précisé que seul le chauffeur des élèves avait été relâché parmi l'équipe encadrante.

« On est toujours sans nouvelles de Mme Belinda Bame Wanyu [la principale de l'établissement, ndlr], nous espérons que sa libération suivra », affirme-t-il.

Des tractations se poursuivent pour retrouver les deux otages restants. Cette libération met fin à deux jours d'angoisse durant lesquels l'attention de la communauté nationale a été rivée sur la ville de Bamenda.

Mode opératoire

D'après le témoignage d'un parent d'élève, les ravisseurs étaient arrivés au petit matin du 5 novembre. « Ils ont saccagé les dortoirs pour extraire les pensionnaires, avant de conduire les plus grands, ceux des classes de Form 5 à Upper sixth [les élèves du second cycle chez les francophones, ndlr], ainsi que la principale qui réside dans le collège », raconte-t-il à Jeune Afrique.

Les otages se seraient déplacés à pied, sous la surveillance vigilante de leurs ravisseurs. Une version que confirme le modérateur de l'église presbytérienne, qui ajoute que les assaillants ont procédé de la même manière que lors d'un précédent rapt, au cours duquel 11 élèves de la classe de Form 5 avaient été enlevés.

Des faits s'étant déroulés le 31 octobre, soit cinq jours avant le second kidnapping. Une rançon avait d'ailleurs été payée pour la libération de ces élèves, selon des sources internes de l'église presbytérienne. 2,5 millions de francs CFA avaient été versés aux kidnappeurs, confient-elles à Jeune Afrique.

« Nous n'avons versé aucune rançon » Mais bien que le mode opératoire semble être le même, le modérateur de l'église presbytérienne affirme que les ravisseurs des 79 élèves du collège presbytérien de Nkwen n'ont pas demandé de rançon.

« Ils n'ont rien demandé et nous n'avons versé aucune rançon, affirme Samuel Fonki. Tout ce qu'ils voulaient c'est que nous fermions l'école. Nous l'avons fait, et nous avons retrouvé les otages dans la dépendance de l'église de Bafut. Nous les avons ensuite ramenés à Bamenda. »

Selon des sources militaires, les preneurs d'otage auraient été pris au piège au cours d'une opération des forces de défense. « Les terroristes ont été localisés sur (des) renseignements et écoutes des conversations téléphoniques, les forces de défense et de sécurité avaient circonscrit la zone de recherche. (...) La zone de probabilité de la cachette s'est précisée sur la Presbyterian's school de Bafut.

La zone a été bouclée et au regard de cette pression, les terroristes ont libéré les enfants », indique Didier Badjeck, le porte-parole de l'armée.

Incertitudes sur l'identité des ravisseurs

L'identité des ravisseurs reste toujours incertaine. Pour l'armée et les officiels camerounais, il n'y a aucun doute : cette prise d'otage est l'oeuvre des milices sécessionnistes, auteurs de plusieurs attaques armées dans la région depuis le début de la crise anglophone.

De son côté, l'église presbytérienne préfère jouer la carte de la prudence : « Seuls les enfants peuvent dire qui les a retenus en otage », affirme un pasteur de ladite église.

Sur les réseaux sociaux, des activistes sécessionnistes se sont désolidarisés de cet acte, arguant qu'il s'agissait d'une stratégie visant à décrédibiliser leur mouvement. « Libérez les

enfants. Nous, nous ciblons leurs responsables pas nos vulnérables », écrivait ainsi dès lundi sur Facebook Lucas Ayaba Cho, l'un des chefs de guerre de l'Ambazonie.

« Tout ce que nous voulons c'est que les écoles ferment », ajoutait-il. Une consigne désormais respectée par l'église presbytérienne, qui a ordonné la fermeture de ses écoles dans la région.

« Dès lundi [5 novembre], les parents pouvaient venir récupérer leurs enfants. Actuellement il n'y a ni enseignant ni élève sur le campus. Tout est fermé jusqu'à nouvel ordre », confie Samuel Fonki.

Les anciens otages, quant à eux, ont été pris en charge par l'armée camerounaise, et présentés au public au cours d'une conférence de presse. « Ils seront rendus à leurs parents dès ce [mercredi] », ajoute le révérend Samuel Fonki.

Ce nouvel incident vient perturber le déroulement de l'année académique dans cette partie du Cameroun, déjà sujette à des contraintes en raison de la situation de crise.

Le président Paul Biya, lors de sa prestation de serment mardi, a de son côté lancé un appel aux sécessionnistes, leur demandant de « déposer les armes ». « Je ferai en sorte que le calme et la sérénité reviennent dans les deux régions concernées, dans le respect des institutions dont je suis le garant », a-t-il promis.

Jeune Afrique
